

**Rapport d'Evaluation Rapide de Protection- site Chenal, 02/3/2017**



Dernière mise à jour	02 mars 2018
Localités affectées	Chenal
Coordonnées GPS	Long 13.05848- Lat. 13.68557
Déclencheur de l'ERP	Alerte concernant le mouvement de population reçu de l'ONG ACTED.
Méthodologie Qualitative	4 FGDs (adultes hommes ; adultes femmes ; jeunes garçons ; jeunes filles). Entretien individuel avec les concernés.
MSA effectué	Oui, le 28/02/2018
Principales conclusions	Nouveaux arrivés de nationalité nigériennes, risque de protection élevés, la protection de l'enfance et la documentation civile.
Thèmes documentés	Protection de l'enfance ; VBG ; Liberté mouvement et documentation civile ; Cohésion sociale, les PBS.

Aperçu, actions en cours et recommandations principales

Depuis l'attaque de la position militaire de Toumour à la date du 17 janvier 2017 par la force non gouvernementale, des rumeurs liées à leur présence dans les villages environnant de Toumour continuent à circuler. Cela a entraîné plusieurs villages et hameaux environnants de la commune rurale de Toumour dans une situation de psychose généralisée. C'est dans cette optique que les populations se trouvant aux alentours de Bagué (Toumour) et celle de Koymouraho (Blatoungour) ont décidé de quitter leurs villages respectifs afin de s'installer sur un site qu'ils jugent sécurisé, positionné à l'ouest de Chenal (à peu près 500 m).

Le village de Chenal est situé entre Kindjaindi et Toumour (à environ 13 km de Kindjaindi). Le choix du site d'accueil n'est pas fortuit. En effet, pour les populations qui sont sorties de Bagué, essentiellement de la communauté Kanouris, le choix est motivé par l'opportunité qu'offre la position du site (sur la grande voie qui mène à Toumour et que les ONG empruntent quotidiennement pour porter assistance aux bénéficiaires), pour les populations qui sont sorties de Koymouraho, elles ont regagnées leurs frères peuhl bororo de Chenal suite à la demande du chef de village de Chenal, qui les a conseillé de venir chez lui pour des raisons de disponibilité d'eau sur le site.

Les nouveaux arrivés sont au nombre de 476 personnes de 68 ménages, dont 48 ménages sortis du site de Bagué essentiellement de l'ethnie kanouri et 26 ménages sortis de Koymouraho composé de l'ethnie peuhl Bororo.

**Actions en cours :** (i) L'ONG DRC à travers son équipe de monitoring de protection continue l'identification des cas de protection pour les assistances ; (ii) l'ONG ACTED a mené une évaluation multisectorielle en vue d'assister ces déplacés en NFI et abris.

Thème	Code d'alerte	Description	Recommandations
Protection générale	3	<p>Les besoins de protection dans le site sont assez visibles. D'après les interviews effectuées, ces nouveaux arrivés sont dépourvus du minimum vital, et leurs moyens de subsistance sont assez faibles d'autant plus qu'ils ont un nombre considérable de ménages composés surtout de femmes et d'enfants.</p> <p>S'agissant de la sécurité sur le site, quelques-uns ont positivement exprimé leurs sentiments de sécurité sur le nouveau site. Cependant d'autres entretiens individuels menés ont ressortis que beaucoup de ces déplacés vivent dans un sentiment d'insécurité et craignent toujours des attaques et enlèvements.</p> <p>En ce qui concerne les intentions de retour, ces nouveaux déplacés n'ont pas l'intention de retourner dans leurs anciens hameaux à moyen terme, ils préfèrent vivre pour le moment sur ce nouveau site.</p> <p>Sur le plan sanitaire, la situation est plus préoccupante. En effet, le centre de santé le plus proche est celui de Toumour à 10 km qui couvre déjà difficilement les besoins de la population de la ville de Toumour même pour répondre aussi à ceux des nouveaux déplacés. De plus, le manque de moyens pour les frais de consultations qui s'élèvent à 1 000 FCFA, les frais de transports et d'ordonnance constituent un obstacle et contribue d'avantage à augmenter la négligence de la fréquentation des centres de santé.</p>	<p><b>Groupe de travail SECAL</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluer les besoins de ces nouveaux déplacés en vivres afin de les assister</li> </ul> <p><b>Groupe de travail santé-nutrition</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobiliser une équipe mobile afin d'assurer la surveillance nutritionnelle sur le site.</li> </ul>
Protection de l'enfance	4	<p>En ce qui concerne la protection de l'enfant, la situation généralisée et perceptible en terme de vulnérabilité des enfants se résume comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Des enfants vulnérables sans soins appropriés ( des conditions d'existence manquantes risquant de mettre en danger leur santé, leur sécurité, leur éducation) ;</li> <li>- Des enfants victimes de négligence de leur parent ;</li> <li>- Des enfants à risque d'apatridie car ne disposant pas d'acte de naissance ;</li> <li>- Des enfants non scolarisés du fait de l'ignorance et de la négligence des parents de l'importance de l'école ;</li> <li>- Le travail et exploitation des enfants ;</li> <li>- Des enfants à risque de malnutrition.</li> </ul> <p>Ces vulnérabilités entraînent les enfants dans des situations précaires et les exposent aux risques multiformes. En effet, plusieurs risques ont été énumérés parmi lesquels le risque de malnutrition, d'exposition aux intempéries (froid, chaleur et vent).</p>	<p><b>Sous-groupe protection de l'enfance :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mettre en place un Espace Ami des Enfants (CFS) permettant aux enfants de se retrouver et se distraire.</li> </ul> <p><b>Groupe de travail éducation :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les parents et mener le plaidoyer pour la mise en place des services d'éducation d'urgence sur le site.</li> </ul>

		L'eau que la population de ce site consomme est impropre, elle est généralement utilisée par les animaux de la zone. Sa consommation par les populations et les enfants est d'ailleurs cause de certains maux de ventre dont souffrent les enfants selon les dires des personnes interviewées.	
VBG	3	Les focus group et les entretiens individuels menés ont ressortis qu'aucune victime de violence basée sur le genre sur le site n'a été signalée. Cependant, des risques liés au VBG peuvent être soulignés, tels que des violences sexuelles, physiques, psychologiques, enlèvements et viols. Ces derniers peuvent être engendrés suite aux sorties ménagères quotidiennes telles que la recherche du bois de chauffage à une longue distance de 2 à 3 km, le manque de latrine sur le site qui obligent les populations à parcourir une longue distance de près de 1 km pour leurs besoins naturels.	<p><b>Sous-groupe VBG</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identifier les facteurs de risque de manière régulière afin de réduire les risques.</li> </ul> <p><b>Groupe de travail WASH</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Construire des latrines dans le site pour les déplacés</li> </ul>
Liberté mouvement et documentation civile	4	En ce qui concerne la documentation civile, un grand nombre de ces nouveaux arrivés ne disposent pas des pièces d'état civil. Cela est dû à l'ignorance et au manque d'importance qu'ils accordent à la documentation civile. Certains affirment qu'ils méconnaissent le processus d'obtention, à cela s'ajoute le manque de moyens (800 FCFA) pour le faire. S'agissant de la circulation des personnes, on n'a pas noté de problèmes majeurs parce qu'il n'y a pas de restriction des mouvements en dehors des heures de couvre-feu (22H), cependant, la peur et le traumatisme limitent les mouvements dans la zone.	<p><b>Groupe de travail protection :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plaidoyer auprès des acteurs compétents pour faciliter l'accès aux pièces d'état civil au profit de ces nouveaux déplacés.</li> </ul>
Risques de cohésion sociale	2	D'après les interviewées, les relations entre déplacés et population hôte sont bonnes. Cependant, certains rapportent quelque cas de tensions qui pourraient exister entre les habitants du site et les éleveurs peuls qui se trouvent aux alentours à cause de la fréquentation des points d'eau. Ensuite, d'autres risques liés à la cohabitation peuvent être évoqués à ce niveau. Il s'agit de la présence des déplacés des 2 localités (Koymouraho et Bagué) qui pourrait engendrer un conflit de leadership et de représentations surtout lors des assistances et des interventions des ONG.	<p><b>Groupe de travail protection:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un cadre de concertation regroupant les nouveaux déplacés et la population hôte pour la défense des intérêts et éviter d'autres problèmes liés à l'incompréhension.</li> </ul>
Les PBS notifiés lors des entretiens	4	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ 3 enfants malades dont l'un souffre de trouble psychologique</li> <li>✓ 12 familles monoparentales avec uniquement des femmes comme chef de ménage</li> <li>✓ 4 femmes enceintes vivant dans des conditions de précarité extrême (manque de nourriture, de suivi médicale, de minimum vital)</li> </ul>	